



Le 18 février 2010

## MANIFESTATION DU 18 février 2010 PRISE DE PAROLE INTER SYNDICALE

Le mouvement d'aujourd'hui, la prise de parole que je vais lire, sont le résultat d'une volonté commune des organisations syndicales représentatives au niveau du Groupe : CFDT, CGT, CGC, CFTC et FO.

« Depuis deux semaines, les salariés Thales se mobilisent à l'appel des organisations syndicales pour exiger de la Direction une politique salariale qui réponde aux besoins des salariés, de leurs familles ; qui soit à la hauteur des efforts fournis par tous en 2009.

En effet, il a fallu en développer des efforts, pour continuer à gagner des affaires, à les sortir dans les délais, pendant la période de déstabilisation que nous avons traversée durant toute l'année passée.

Qui a assuré la marche de l'entreprise pendant que les dirigeants et les actionnaires s'affrontaient, plongeant le Groupe dans une zone de perturbations et d'incertitudes ?

Ce sont bien les salariés ! C'est vous ! c'est nous !

Qui a fait la démonstration de leurs compétences, de leurs savoir-faire, de leur « conscience professionnelle » pour que rentrent les commandes, le chiffre d'affaires et la trésorerie ; pour atteindre les objectifs fixés par une direction et des actionnaires qui étaient aux abonnés absents ?

Ce sont bien les salariés !

Que l'on ne vienne pas nous enfumer, nous culpabiliser avec les mauvais résultats qui pourraient être annoncés au Conseil d'administration cet après-midi. Ils découlent de décisions de direction, de prises de risques mal mesurées, sur certains programmes « stratégiques » bien identifiés. Les salariés n'ont pas à en payer la facture.

Ils résultent aussi d'un phénomène bien connu quand un PDG chasse l'autre. Que Luc Vigneron et Dassault veuillent charger la barque de la direction sortante, c'est la loi du genre. Le problème, c'est que les retombées de ces règlements de comptes stratosphériques, c'est nous tous qui allons les subir, ce sont les salariés qui en feront les frais.

Participation aux bénéfices : en chute libre. Elle passerait de 1000€ à 600 €. Intéressement et part variable : beaucoup n'auront rien (TAV, TSA, le siège...), au moment même où les efforts sont décuplés pour satisfaire les clients. C'est la double, voire la triple peine.

Que voulons-nous ? Que la direction reconnaisse notre professionnalisme. Qu'elle reconnaisse que sans celui-ci, sans l'implication et l'engagement de tous, au quotidien, ce groupe ne serait pas ce qu'il est : l'un de leaders mondiaux sur ses métiers et reconnu comme tel, même par les analystes financiers.

Nous voulons être res-pec-tés !

Ce ne sont pas les miettes qu'on nous lâche qui le permettent.

La direction ne nous respecte pas avec le montant annoncé des mesures salariales 2010, avec la surenchère à la baisse que font les directions des sociétés même dans celles qui se portent bien. La Direction ne nous respecte pas quand, lors des EAA, on nous évalue « en consolidation » alors que nous exerçons notre métier depuis des années. La Direction ne nous respecte pas en nous payant de belles paroles lors des vœux et en oubliant maintenant de nous donner une part suffisante de nos résultats.

Elle se fout de nous, comme elle se fout de nous en décidant, comme c'est le cas pratiquement partout, que la négociation est terminée. Dans ces conditions, comment pourrions-nous admettre la politique salariale affichée actuellement ? Comment pourrions-nous nous satisfaire de 1,3 % d'augmentation, comme c'est le cas à T3S ou même de 2 % dans le meilleur des cas ? C'est inacceptable !

Ces queux de cerises qu'on nous accorde, sont à mettre en parallèle avec :

- les dizaines de million d'euros distribuées, ces derniers mois, aux cadres dirigeants quittant le Groupe,
- le jackpot de Luc Vigneron qui, en arrivant à la tête de notre Groupe, a vu sa rémunération tripler,
- les stocks-options et autres actions gratuites distribuées aux cadres dirigeants,
- les 200 millions accordés aux actionnaires en 2009 au titre des dividendes,
- les nouveaux efforts qui nous seront demandés à travers le plan Probasis pour accroître de 2 points le résultat du Groupe afin de satisfaire notre principal actionnaire privé, DASSAULT.

Nous sommes ici pour manifester notre mécontentement, notre ras-le-bol et notre volonté de voir nos revendications entendues au plus haut niveau du Groupe. Pour revendiquer un autre partage de la richesse que nous avons produite.

C'est pour toutes ces raisons que dans les établissements, en Province comme en Région Parisienne, les salariés de toutes catégories professionnelles ont signé par milliers la pétition nationale et font aujourd'hui des arrêts de travail.

La Direction Générale doit aussi entendre la voix des milliers de salariés de Thales qui ont signé la pétition. Elle doit donner un signal fort, en donnant l'ordre aux entreprises de :

- Reprendre les négociations salariales dans les sociétés.
- En affirmant officiellement que le plafond de 1% pour les AG n'existe plus et que celles-ci traduiront une véritable volonté de politique sociale.
- En donnant des consignes pour la revalorisation des bas salaires d'un autre niveau que ce qui est proposé actuellement en NAO qui insulte les travailleurs les plus mal payés (22, 24, 26 euros).
- En un mot : le Groupe doit donner des consignes pour relever substantiellement le niveau de la politique salariale 2010.